

Les dépenses des consommateurs ont fléchi en 2009, ce qui a réduit la croissance du PIB réel de 0,4 point de pourcentage. Les dépenses consacrées aux services ont ralenti, tandis que les dépenses en biens durables ont chuté légèrement moins qu'en 2008. Le rythme des dépenses gouvernementales a aussi diminué, traduisant un ralentissement des dépenses du gouvernement fédéral, des gouvernements des États et des administrations locales.

Les exportations nettes ont fait une contribution de 1,1 point de pourcentage à la croissance du PIB réel. Les exportations ont ralenti pour la première fois depuis 2002, mais les importations ont diminué davantage qu'en 2008. Sauf pour une légère augmentation des importations de services, les échanges de biens et services étaient en baisse de part et d'autre, contribuant ainsi aux reculs observés.

Sous l'effet des mesures de stimulation, la reprise s'est engagée aux États-Unis², mais on s'attend à ce qu'elle soit graduelle, notamment lorsque les effets des mesures de stimulation se seront estompés. En réponse à ces mesures et à un robuste cycle des stocks, le PIB réel a progressé à un taux annuel désaisonnalisé de 2,2 p. 100 au troisième trimestre de 2009 et de 5,6 p. 100 au quatrième trimestre. La demande finale privée demeure toutefois léthargique. Au quatrième trimestre, la diminution des ponctions sur les stocks a contribué pour plus de la moitié à la croissance. Durant la même période, les exportations nettes ont aussi fait une modeste contribution positive à la croissance, alors que le regain des échanges mondiaux et la reprise des économies des pays partenaires ont stimulé les exportations. Cependant, l'investissement intérieur privé brut (c.-à-d. la construction résidentielle et l'investissement des entreprises en usines et en matériel) demeure bien en-deçà des niveaux d'avant la crise.

Néanmoins, le marché du travail demeure exceptionnellement faible. Depuis le début de la crise, plus de 7 millions d'emplois sont disparus et 8,8 millions de personnes travaillent à temps partiel de façon involontaire. Le taux de perte d'emplois a beaucoup ralenti, mais la croissance de l'emploi demeure néga-

tive, le taux de chômage atteignait 10 p. 100 à la fin de 2009, bien qu'il ait diminué légèrement au premier trimestre de 2010.

Le PIB réel devrait croître à un rythme de 3,1 p. 100 en 2010. La reprise sera tempérée par le besoin continu de reconstituer la richesse des ménages, le lent mais nécessaire processus de réforme et de désendettement du secteur financier et la faiblesse persistante du marché du travail. Ainsi, la demande privée devrait demeurer fragile. Le retrait des mesures de stimulation réduira la croissance, qui devrait ralentir à 2,6 p. 100 en 2011. Le chômage devrait demeurer élevé en 2010, à 9,4 p. 100 selon les projections, avant de diminuer à 8,3 p. 100 en 2011, alors que la croissance de l'emploi ira en s'intensifiant. L'inflation devrait demeurer faible, à 2,1 p. 100 en 2010 et à 1,7 p. 100 en 2011, étant donné la persistance d'une capacité excédentaire dans l'économie.

Le Japon

L'économie japonaise s'est contractée pour la seconde année d'affilée en 2009. Le PIB réel a reculé de 5,2 p. 100 après avoir fléchi de 1,2 p. 100 en 2008. Le ralentissement est le reflet de la forte baisse de l'investissement privé, de la consommation personnelle et des flux commerciaux, notamment du côté des exportations.

Pour l'ensemble de l'année, l'investissement privé non résidentiel a plongé de 19,3 p. 100 après six années consécutives d'augmentation. Du même coup, l'investissement privé résidentiel a reculé de 14,2 p. 100 par rapport à 2008. Tout considéré, l'investissement privé non résidentiel a supprimé 3,1 points de pourcentage de la croissance réelle, tandis que la croissance de l'investissement privé résidentiel a soustrait un autre demi-point de pourcentage de la croissance. Les rajustements des stocks ont fait une ponction additionnelle de 0,3 point de pourcentage sur le taux de croissance.

Pour ce qui est du solde net des échanges, les exportations réelles du Japon ont dégringolé de 24,0 p. 100; la baisse n'a été que partiellement compensée par un recul de 17,0 p. 100 des importations réelles. Cela se traduit par une

² Selon le FMI, les mesures de stimulation budgétaire ont gonflé la croissance du PIB réel dans une proportion estimative de 1 point de pourcentage en 2009. (*Perspectives de l'économie mondiale*, avril 2010, p. 44.)